

persistance, et à une meilleure acceptation en principe de la réalité de l'interdépendance et des problèmes structurels. Les dirigeants ont réaffirmé et renforcé leur politique de consultation, des contacts personnels plus étroits ont été établis entre eux, et il s'est dégagé une volonté de passer à une action collective dans certains domaines.

En fait, les sommets économiques se sont jusqu'à maintenant révélés un complément positif et utile aux instruments de gestion des problèmes internationaux dont dispose le monde occidental. Ils ne sont ni ne pourraient être perçus par les dirigeants comme un "directoire". Les pays du Sommet doivent continuer d'oeuvrer avec leurs alliés et partenaires les plus proches: au sein de la Communauté économique européenne; à l'intérieur d'organisations internationales comme l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Agence internationale de l'énergie; et, de façon plus globale, au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement — bref, au sein de toutes les organisations qui servent à coordonner l'action au niveau des politiques. Mais les sommets ont permis de réunir les dirigeants de pays clés en un groupe suffisamment important pour faire entendre sa voix sur la scène internationale et pourtant suffisamment petit pour rendre possible un dialogue véritable. Ces réunions ont comblé un vide.

Ce que les "Sept" ont dit . . .

A propos de l'Afghanistan . . .

Les chefs d'Etat ou de gouvernement estiment que, lors du détournement d'un avion de Pakistan International Airlines survenu en mars, que ce soit au cours de cet incident ou par la suite lorsque ce pays a donné abri aux pirates, la conduite du gouvernement de l'Afghanistan, dirigé par M. Babrak Karmal, a constitué une violation flagrante de ses obligations internationales en vertu de la convention de La Haye, dont l'Afghanistan est partie, et constitue une sérieuse menace à la sécurité aérienne. Les chefs d'Etat ou de gouvernement proposent donc, en application de la déclaration de Bonn, la suspension de tous les vols à destination et en provenance de l'Afghanistan, à moins que ce pays ne prenne immédiatement des mesures pour satisfaire à ses obligations. Ils en appellent en outre à tous les Etats qui partagent leur souci de la sécurité aérienne, leur demandant de prendre les actions voulues pour persuader l'Afghanistan de faire honneur à ses obligations.

En ce qui concerne encore l'Afghanistan, problème au sujet duquel nous avons exprimé l'an dernier au Sommet de Venise une position unanime très ferme, nous constatons que la situation n'a pas changé. C'est pourquoi, d'accord en cela avec l'écrasante majorité des Nations, nous continuons à condamner l'occupation de ce pays par l'Union soviétique. Nous appuyons les efforts internationaux en vue du retrait total des troupes soviétiques et de la restauration, en faveur du peuple afghan qui mène une guerre de libéra-